

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 13/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ANBD**

6 RTE DES MURS

--

76680 Montérolier

Références : UDRD-2025-04-T-244  
Code AIOT : 0100004324

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2025 dans l'établissement ANBD implanté Mont du Gats – 76440 Roncherolles-en-Bray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le contexte de l'arrêté de mise en demeure du 10 mars 2025. L'exploitant avait missionné un géomètre expert au jour de la visite, afin de faire un point de situation sur le remblaiement du fond de fouille, et sur le repositionnement de l'exploitation au sein du périmètre autorisé.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ANBD
- Mont du Gats – 76440 Roncherolles-en-Bray
- Code AIOT : 0100004324

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ANBD, entreprise de construction, exploite une carrière de sable, d'une capacité d'extraction totale de 100 320 tonnes sur trois ans. L'exploitation est réglementée par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 février 2024.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Bornage	AP de Mise en Demeure du 10/03/2025, article 1	Demande d'action corrective	2 mois
2	Profondeur de fouille	AP de Mise en Demeure du 10/03/2025, article 1	Demande d'action corrective	7 jours
3	Limitation des accès	AP de Mise en Demeure du 10/03/2025, article 1	Demande d'action corrective	15 jours
4	Plantation de haies	AP de Mise en Demeure du 10/03/2025, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
5	Création d'une mare	AP de Mise en Demeure du 10/03/2025, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
6	Suivi environnemental	AP de Mise en Demeure du 10/03/2025, article 1	Demande d'action corrective	2 mois
7	Redémarrage de l'activité	AP de Mise en Demeure du 10/03/2025, article 1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a engagé des démarches en vue de régulariser sa situation, et ainsi répondre aux prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 10 mars 2025. Au jour de la visite, les conditions n'étaient pas encore réunies pour permettre une reprise de l'extraction, des justificatifs sont encore attendus sur ce point. Les délais de la mise en demeure n'étant pas échus, et l'exploitant ayant montré une volonté d'amélioration de la situation, aucune nouvelle suite n'est donnée, en dehors des justificatifs attendus.

Une fois que le respect des prescriptions des points 1.b, 1.c et 2 aura été justifié, l'exploitant pourra procéder, s'il le souhaite à la remise en état partielle de son exploitation, dans la partie Est du site.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Bornage**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/03/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Périmètre autorisé
<b>Prescription contrôlée :</b>

La société ANBD [...], est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :

1. les articles 1.2.2 et 8.3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2024, en respectant le périmètre d'autorisation du site et le périmètre d'exploitation, sous 3 mois. Cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant :

a) cesse toute activité sur la parcelle cadastrale B430 de RONCHEROLLES-EN-BRAY et déplace son merlon situé à l'est du site au sein des parcelles B446 et B447 ;

b) remblaye, avec des matériaux identiques à ceux issus de l'extraction, toute emprise exploitée sur la parcelle B430 et dans la bande des 10 mètres à l'est du site et remet en place l'épaisseur de terres de découvertes sur cette emprise ;

c) fait constater la réalisation de cette opération par un géomètre, en informant au préalable l'inspection des installations classées de la date de passage du géomètre, et transmet le rapport et le plan du géomètre ;

#### **Constats :**

L'inspection a constaté la présence de nouvelles bornes de délimitation de l'emprise du site, posées par le géomètre présent lors de la visite. L'ensemble des activités de l'entreprise a été rapatrié à l'intérieur du périmètre délimité par ces nouvelles bornes. En particulier, l'ancien merlon Est, dont l'empreinte était visible au sol, a été supprimé.

Un piquet, posé par le géomètre, et correspondant à l'ancien point bas du fond de fouille, est présent, à environ un mètre de la nouvelle limite de site. L'exploitant a commencé à remblayer la bande des 10 mètres en limite Est du site, mais il manque encore de l'épaisseur par endroits. Le matériau utilisé pour le remblai est semblable à celui extrait.

Lors de la visite, l'exploitant et le géomètre ont déclaré qu'un plan topographique du site, tenant compte des opérations de remblayage au jour de la visite, était en cours de préparation. Il a été transmis à l'inspection par courriel du 10 avril 2025.

Les alinéas a) et c) du point 1 de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure peuvent être considérés comme respectés.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°1 :** l'exploitant doit achever le remblaiement de la bande des 10 mètres, en limite Est du site, et justifier de la réalisation de cette action en transmettant des photographies adéquates à l'inspection, avant le 26 juin 2025 (l'accusé de réception de l'arrêté de mise en demeure étant signé du 26 mars 2025).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 2 : Profondeur de fouille**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 10/03/2025, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Pollution des eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

La société ANBD [...], est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :

2. les articles 8.3.1.2 et 8.3.4.1 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2024, en cessant l'exploitation sous la cote de +133 mNGF. Cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant procède, sous 1 mois, au remblaiement du fond de fouille jusqu'à cette cote minimale, avec les matériaux identiques à l'extraction, et qu'il fait attester de l'atteinte de l'objectif par un géomètre, en informant au préalable l'inspection des installations classées de la date de passage du géomètre ;
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant a procédé au remblaiement du fond de fouille. Le point bas, identifié au sol par un marquage de l'exploitant, a été mesuré par le géomètre présent lors de la visite à une altitude de 132,73 mNGF. L'exploitant a procédé au marquage en estimant qu'il manquait environ 55 cm d'épaisseur, pour un volume total d'environ 100 m<sup>3</sup> de matériaux. L'exploitant a déclaré que l'instabilité des sols remblayés nécessitait d'attendre quelques jours de temps secs avant de compléter le remblaiement en toute sécurité pour les engins. Aucune trace d'accumulation d'eau n'était toutefois visible en point bas du chantier.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande n°2 :</b> l'exploitant doit finaliser le remblaiement du fond de fouille jusqu'à retrouver une altitude d'au moins 133 mNGF, en tout point. Il transmettra à l'inspection un justificatif de la réalisation de cette opération (photographies et validation par géomètre ) dans les délais prescrits par l'arrêté de mise en demeure.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

### N° 3 : Limitation des accès

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/03/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sûreté/Sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société ANBD [...], est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes : 3. l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2024, en disposant, sous 3 mois, une clôture et un portail solides et efficaces autour du périmètre autorisé ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a déclaré qu'il avait fait planter des pieux métalliques dans le sol, et remontant jusqu'à une hauteur d'environ 60 cm l'intérieur des tubulures de sa clôture actuelle (type HERAS), afin d'empêcher qu'elle puisse être levée facilement. Il a déclaré avoir fait réaliser des devis pour différents types de clôtures fixes. Il estime leur coût disproportionné au regard du gain d'efficacité attendu, et de la baisse de rentabilité du projet, du fait d'un gisement moins profond qu'attendu au départ (cf rapport de la visite du 24 novembre 2024). Il a indiqué, par ailleurs, que la qualité du gisement se révélait moins bonne que prévue, ce qui limitait encore le retour sur investissement. Dans ces conditions, l'exploitant estime qu'un remplacement de la clôture n'est pas justifié. En revanche, il s'est engagé, lors de la visite, à faire poser un portail fixe dans le délai imparti par l'arrêt de mise en demeure.</p>

Ce point de la mise en demeure n'est pas levé (Cf. demandes ci-dessous)
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Demande n°3 :</b> l'exploitant doit transmettre à l'inspection les devis réalisés pour le remplacement de la clôture, afin que l'inspection puisse se prononcer sur le caractère proportionné des coûts, par rapport aux objectifs de sécurité du site. Ces devis sont attendus sous 15 jours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 4 : Plantation de haies

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/03/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Réduction des impacts environnementaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société ANBD [...], est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes : 4. l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2024, en plantant, sous 2 mois, 300 mètres linéaires de haies en limites nord et est du site ;
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté que l'exploitant avait planté une partie des arbustes nécessaires à la constitution des 300 mètres linéaires prescrits, en limites Nord et Est de son site. Une partie de la limite Est n'avait pas fait l'objet de plantation car l'exploitant envisage de remettre en état, dès maintenant, la partie Est de l'exploitation, étant donné que le gisement n'y est pas exploitable, car trop profond par rapport aux prescriptions (cf point de contrôle n°2). Il a précisé que le propriétaire du terrain préférerait récupérer une pâture sans haie, afin de faciliter le passage du tracteur pour le fauchage. L'inspection précise que la remise en état des parties qui ne feront plus l'objet d'extraction peut commencer dès à présent, ce qui inclut la réception des déchets inertes autorisés à l'article 8.4.3 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2024, et dans le respect des autres prescriptions en vigueur. Si l'exploitant souhaite ne pas finaliser la plantation des 300 mètres linéaires de haies prescrits, comme il l'a évoqué lors de la visite, il devra transmettre un dossier de porter à connaissance justifiant cette demande, notamment au regard de la perte en biodiversité qu'elle est susceptible d'engendrer.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Demande n°4 :</b> l'exploitant doit achever la plantation des 300 mètres linéaires de haies prescrits, avant le 26 mai 2025, ou demander une modification des prescriptions applicables, en justifiant l'absence de perte pour la biodiversité en cas de solution alternative.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Création d'une mare**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/03/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Réduction des impacts environnementaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société ANBD [...], est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes : 5. l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2024 : a) d'une part, en créant, sous 2 mois, une mare dans la partie sud-est, dans la bande périphérique des 10 m non exploitée, conformément aux modalités prévues dans l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation environnementale de l'exploitant ;
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté que la mare prescrite n'était pas en place sur le site. L'exploitant a suggéré que la mare prescrite devrait être déplacée à l'angle Nord-Est du site, au lieu de l'angle Sud-Est, étant donnée que le point bas, vers où s'écouleront les eaux, est au Nord-Est. Il estime que ce repositionnement permettra de pérenniser cet aménagement. Si l'exploitant souhaite modifier le positionnement de la mare, tel que prescrit, il devra justifier que ce changement se fait sans perte pour la biodiversité via un dossier de porter à connaissance.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <u><b>Demande n°5 :</b></u> l'exploitant doit aménager la mare prescrite, dans les conditions présentées dans son dossier d'autorisation, avant le 26 mai 2025, ou bien, en cas de modification du projet, transmettre un porter à connaissance détaillant le nouveau projet et justifiant du caractère équivalent pour la biodiversité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Suivi environnemental**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/03/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi des impacts environnementaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société ANBD [...], est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes : 5. l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2024 : b) d'autre part, en réalisant, sous 3 mois, une coordination environnementale de chantier (pour la phase actuelle de chantier) suivant les modalités prévues dans l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation environnementale de l'exploitant.
<b>Constats :</b>  La quasi intégralité du site ayant été modifiée pour l'exploitation, l'exploitant a déclaré qu'il n'y avait pas beaucoup de supports pour un suivi environnemental, tel que prescrit par l'arrêté d'autorisation. L'exploitant a proposé de finaliser la remise en état de la partie Est du site, dès que le

<p>remblaiement sera vérifié au dessus de la cote +133mNGF. Un engazonnement de cette partie pourrait alors être réalisé durant l'été 2025.</p> <p>Compte tenu de l'état du site, l'inspection estime que la proposition de l'exploitant est acceptable, afin d'avoir un suivi environnemental plus représentatif des espèces potentiellement présentes.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Demande n°6 :</u></b> l'exploitant doit justifier auprès de l'inspection de la remise en état de la partie Est du site, sous 2 mois. Il doit également proposer, à ce moment-là, un échéancier raisonnable pour la réalisation du suivi environnemental, qui tienne compte du temps de repousse de la végétation sur cette partie du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 7 : Redémarrage de l'activité

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/03/2025, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Suspension d'activité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans l'attente du respect des prescriptions des points 1.a) et 1.b) et 1.c) et du respect des prescriptions du point 2) du présent article, l'activité d'extraction de la société ANBD sur le site de RON-CHEROLLES-EN-BRAY est suspendue.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au jour de la visite, les conditions nécessaires au redémarrage de l'activité d'extraction n'étaient pas réunies. L'exploitant a déclaré qu'il n'avait pas extrait de matériaux depuis la réception de l'arrêté de mise en demeure (26/3/2025), ayant initié le remblaiement du fond de fouille dès décembre 2024, selon les conditions météo. Il a déclaré avoir vendu des matériaux extraits précédemment, ce qui n'était pas contraire à la mise en demeure.</p> <p>Après réceptions des justificatifs demandés aux points de contrôle n°1 et n°2 du présent rapport, l'inspection pourra se prononcer sur la reprise de l'activité d'extraction, dans les conditions prévues par l'arrêté préfectoral du 19 février 2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Demande n°7 :</u></b> cf demandes formulées aux points de contrôle n°1 et n°2.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>